

07 MAI 2012

CC 8849

A 6163

3D MEDITERRANEE

Société à Responsabilité Limitée

Au capital de 8.545,60 euros

Siège social

301 rue de la Garriguette

34130 SAINT AUNES

R.C.S. MONTPELLIER 431 996 941

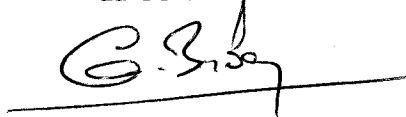
<><><><><>

STATUTS

**MIS A JOUR SUITE A
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 16 MARS 2012**

Certifiés conformes

La Gérance

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. S. 2012', written over a horizontal line.A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. 2012', written over a horizontal line.

ARTICLE 1 : Forme

La société est à responsabilité limitée.

ARTICLE 2 : Objet

La société a pour objet :

L'exploitation par voie de création, d'acquisition ou de location de tous fonds de commerce relatifs à l'activité de prestataire de service en désinsectisation, dératisation, désinfection, nettoyage des hottes de cuisine, ramonage, entretien VMC, traitement des bois de charpentes, traitement anti-termite, isolation soufflée, assèchement des murs, maintenance des systèmes de désenfumage.

Ainsi que la réalisation de :

- Travaux de réhabilitation sur ventilation statique et ventilation mécanique contrôlée
- Travaux et réhabilitation sur dispositif de sécurité collective de ventilation.

Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant, directement ou indirectement audit objet ou susceptible d'en faciliter la réalisation tant pour elle-même que pour le compte d'un tiers ou en participation sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 3 : Dénomination

Sa dénomination est : « 3D MEDITERRANEE » SARL

Le nom commercial est 3D MEDITERRANEE

ARTICLE 4 : Siège social

Le siège est fixé : 301 rue de la Garriguette 34130 SAINT AUNES.

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 : Durée

La société prendra fin dans 99 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 : Apports

Les comparants font apport à la société des éléments suivants :

Apports en numéraire :

- Monsieur Gilles BORDES apporte la somme de 3.815 euros
- Monsieur Eric TRAZIT apporte la somme de 3.815 euros

Le total des apports en numéraire est de **7.630 euros**.

La somme correspondant au montant des apports en numéraire a été déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société auprès de la Banque BNP de Castelnau-le-Lez dès avant ce jour.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 16 mars 2012, le capital social a été augmenté d'une somme de 915,60 euros par apport effectué par

- Monsieur Eric TRAZIT : l'usufruit temporaire, pour une durée de 18 ans qui expirera le 31 décembre 2029, de 47 parts sociales numérotées 1 à 47 de la Société Civile Immobilière TRAIBORD immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 510 162 548 et dont le siège social est sis 68, boulevard de Massane 34670 Baillargues
- Monsieur Gilles BORDES : l'usufruit temporaire, pour une durée de 18 ans qui expirera le 31 décembre 2029, de 47 parts sociales numérotées 54 à 100 de la Société Civile Immobilière TRAIBORD immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 510 162 548 et dont le siège social est sis 68, boulevard de Massane 34670 Baillargues

~~Lesdits apports globalement évalués à 144.000 euros, avec une prime d'apport globale de 143.084,40 euros.~~

ARTICLE 7 : Capital social

Le capital social est fixé à HUIT MILLE CINQ CENT QUARANTE CINQ EUROS ET SOIXANTE CENTIMES (8545,60 euros).

Il est divisé en 112 parts sociales de 76,30 euros chacune, entièrement libérées.

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

Monsieur Gilles BORDES à concurrence de 56 parts numérotées de 1 à 50 et de 107 à 112

Monsieur Eric TRAZIT à concurrence de 56 parts numérotées de 51 à 100 et de 101 à 106

Total égal au nombre de parts composant le capital social : **112 parts.**

Les associés déclarent que les 112 parts sociales représentant le capital social ont été souscrites en totalité par eux, qu'elles sont toutes libérées intégralement et qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus.

ARTICLE 8 : Modification du capital

1. Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire des parts sociales, en vertu de l'article 11, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu du rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice, sur requête de la gérance.

Une augmentation de capital peut toujours être réalisée, même si elle fait apparaître des rompus. Les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles, doivent faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits nécessaires.

2. Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision de l'assemblée des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce chiffre. Il pourra être décidé que la société se transformera en une société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander la dissolution de la société. Si la régularisation a eu lieu avant que le tribunal statue, la dissolution ne sera pas prononcée.

ARTICLE 9 : Droits des associés

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, les droits sociaux isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la société, les associés ayant à faire dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre de parts nécessaires.

ARTICLE 10 : Parts sociales

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société, qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

ARTICLE 11 : Cessions et transmissions de parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être cédées ou transmises par voie de succession ou de liquidation, y compris entre associés, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentants au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui réalise l'acquisition.

Cette qualité est également reconnue pour la moitié des parts souscrites ou acquises au conjoint qui notifie à la société son intention d'être personnellement associé. Si cette notification a lieu lors de l'acquisition ou de l'apport, l'acceptation de l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à l'apport ou l'acquisition, l'agrément du conjoint par les associés sera soumis aux dispositions de l'alinéa 3 du présent article.

Lors de la délibération, sur l'agrément ou l'acceptation, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Si le conjoint n'est pas agréé par les autres associés, l'époux demeure associé pour la totalité des parts concernées.

ARTICLE 12 : Nantissement des parts sociales

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1^{er} du Code Civil, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

ARTICLE 13 : Décès-interdiction-faillite et déconfiture d'un associé

La société n'est pas dissoute par le décès de l'un des associés, son incapacité, sa faillite ou sa déconfiture.

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers ou représentants de l'associé décédé.

ARTICLE 14 : Nomination des gérants

La société est administrée par un ou plusieurs gérants personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés, sans ou avec limitation de la durée de leur mandat. Dans ce dernier cas, le ou les gérants sont rééligibles. Les gérants autres que les gérants statutaires sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Le premier gérant de la société sera nommé par une assemblée générale qui se tiendra à l'issue de la signature des statuts.

ARTICLE 15 : Pouvoir des gérants

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 16 : Décisions collectives

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée.

Toutes les autres décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée, soit par voie de consultation écrite des associés, ou pourront résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte.

ARTICLE 17 : Décisions collectives

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 18 : Décisions collectives ordinaires

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis quel que soit le nombre des votants.

ARTICLE 19 : Décisions collectives extraordinaires

Les modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts de parts sociales.

En aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

ARTICLE 20 : Majorité

Dans les assemblées, ou lors des consultations écrites, autres que celles ayant pour objet de modifier les statuts ou d'autoriser les cessions de parts à des tiers étrangers à la société, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont évoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants représentés, sauf s'il s'agit de statuer sur la révocation du ou des gérants qui nécessite toujours la majorité des parts sociales.

ARTICLE 21 : Droit de communication aux associés

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultations écrites des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport de gestion ainsi que le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours et d'un délai maximal de vingt jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour mettre leur vote par écrit.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 18 à 21 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

ARTICLE 22 : Année sociale

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin.

Par exception le premier exercice commencera à la date d'immatriculation de la Société et se terminera le 30 juin 2001.

ARTICLE 23 : Affectation des résultats et répartition des bénéfices

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves ordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

L'assemblée générale peut, après constatation de l'existence de réserves à sa disposition, décider en outre la mise en distribution des sommes prélevées sur ces réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidées sont réparties entre les associés gérants ou non-gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

ARTICLE 24 : Dissolution-liquidation

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 25 : Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de la liquidation soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestations, tout associé est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social et toutes les assignations ou significations sont régulièrement faites à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au parquet du Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.